

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 48 - 1 FRANC - 29-3-1972

MAIN-BASSE SUR LES URNES !

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

**REPOSE DU
Docteur Jean CASSAGNEAU**

Une lettre de Michel DÉON

Mythes et réalités de l'Europe verte

L'idée majeure qui a inspiré les rédacteurs du Traité de Rome en 1957 était de créer une communauté politique à partir d'une zone de libre échange tout comme le Zollverein avait précédé l'unité allemande. Mais si l'abaissement des barrières douanières fut facile, l'uniformisation des législations se révéla quasi impossible et tout se compliqua avec la question agricole.

Il était impossible de la laisser de côté, sinon chaque Etat serait resté souverain dans un secteur de l'économie et l'on ne pouvait davantage la résoudre par une simple union douanière. Ceci fit naître le projet d'une politique agricole commune afin d'uniformiser structures, coûts de production et prix, tout en ajustant l'offre et la demande et en modernisant les agricultures des pays signataires.

UN SYSTÈME INGÉNIEUX...

Ainsi furent créés un Conseil des ministres et une Commission européenne de neuf membres. L'initiative des projets revenait à la Commission, cependant que le Conseil des ministres, statuant en principe à la majorité pondérée depuis 1966, les approuvait ou les rejetait.

La Commission européenne commença, bien sûr, par tout promettre et entre autres une amélioration accélérée du niveau de vie et des structures agricoles.

Pour cela, pensait M. Mansholt, vice-président de la Commission, il suffisait de taxer les importations agricoles qu'il estimait devoir demeurer importantes dans l'avenir, d'une somme égale à la différence entre le prix mondial et le prix européen (nettement supérieur), pour financer à bon compte des réformes de structure. Par ailleurs, Mansholt et Hallstein jugeaient que l'amélioration du niveau de vie dépendait à la fois d'un accroissement de la production et du maintien des importations en provenance des pays tiers.

... MAIS IRRÉALISTE

Or justement le progrès technique a réduit en peu d'années la part de ces importations. La Communauté Européenne a vu passer en peu d'années son degré d'autoapprovisionnement de 83 à 90 %.

En outre, l'action des groupes de pression conduisit à la fixation aberrante des prix agricoles. C'est ainsi que les éleveurs furent défavorisés par rapport aux céréaliculteurs, les producteurs de maïs par rapport à ceux du blé. Le F.E.O.G.A. (Fonds Européen d'Orientement et de Garantie Agricole) aboutit à faire payer aux consommateurs hollandais et allemands la résorption des excédents de l'agriculture française qui avait entre temps fortement accru sa productivité.

Et ceci explique pourquoi nos partenaires mécontents espèrent, en faisant entrer la Grande-Bretagne dans la Communauté, brader l'Europe agricole.

En outre, la fixation des prix communs provoque des marchandages sordides remis en question à chaque modification des parités respectives des monnaies européennes.

Lorsque la Commission proposa, en 1965, de n'aider que les exportations présentant un « caractère communautaire », ce fut la crise marquée par l'abstention provisoire de la France qui n'acceptait pas, par ailleurs, le passage à la règle de la majorité pondérée au sein du Conseil des ministres.

Cependant, les excédents accrus augmentaient les charges financières de la Communauté au grand mécontentement des agriculteurs. Dès lors, la Commission était conduite, pour sortir de l'ornière, à proposer la prise de décisions politiques et l'élaboration d'une politique unique des structures se substituant aux politiques particulières de chaque Etat membre.

LES PLANS "MANSHOLT"

Dans cette optique, M. Mansholt propose au Conseil des ministres, le 18 décembre 1966, d'ajuster l'offre à la demande et de freiner, voire abaisser, les prix agricoles. Il réclame pour cela le passage de la superficie agricole dans la Communauté à 65 millions d'hectares au lieu de 70, l'augmentation de la taille des exploitations — en portant par exemple la taille moyenne des étables de 40 à 60 vaches laitières et l'accélération de l'exode rural.

Mais ce plan néglige des problèmes fondamentaux : rôle de l'agriculture dans la société, problème foncier, commercialisation des produits agricoles ; chacun y trouve ce qu'il veut y trouver en le critiquant sans l'avoir forcément lu, et devant cette levée de fourches M. Mansholt propose un second plan en retrait sur le premier. Ceci permet

à M. Cointant de critiquer devant les élus U.D.R. « l'inhumain et technocratique plan Mansholt » (n° 1) et de soutenir à Bruxelles contre les esprits rétrogrades le plan n° 2.

Ce deuxième plan prévoit des mesures de modernisation des exploitations et des incitations à la cessation des activités agricoles, grâce à un système analogue au système français des pré-indemnités viagères de départ. Ce plan est actuellement en discussion.

DE SIX A DIX

Le jeu, fort compliqué à Six, tourne à l'imbroglio à Dix. L'unanimité y est en effet encore plus dure à obtenir et de nouveaux problèmes : relations privilégiées de la Grande-Bretagne avec les Dominions, statut particulier des pêcheurs norvégiens, etc., sans parler de la pression économique des U.S.A. sur la Communauté élargie.

L'intégration totale des nouveaux partenaires est prévue pour 1982, mais vraisemblablement certains problèmes nouveaux se poseront d'ici là : concurrence nouvelle des produits animaux danois, irlandais et britanniques, ainsi que des pêcheries, augmentation des excédents de produits agricoles.

Mais malgré cette cacophonie, à partir du 1^{er} janvier 1975, le budget des communautés sera intégralement financé par des ressources propres (droits de douane, prélèvement, un point de T.V.A.). Il y aura donc une véritable autorité supranationale sur laquelle les Etats membres n'auront plus aucun contrôle financier.

QUE FAIRE ?

Si nous ne pouvons approuver ceux pour qui le Marché Commun ne fut pas une mauvaise affaire, nous devons éviter de tomber dans tout poujadisme et il est hors de question de regretter l'époque du protectionnisme, qui fut aussi celle de la stagnation de l'agriculture. On a fait croire aux agriculteurs que le Marché Commun verrait l'amélioration des termes de l'échange et qu'il leur apporterait de nouveaux débouchés, l'expérience montra le contraire.

Après quinze ans de laborieux essais de construction d'une Europe Unie, les problèmes essentiels ne sont pas résolus : rôle

de l'agriculture dans la société européenne et mondiale, nature de l'exploitation agricole, harmonisation des criants de distribution, et rien ne laisse supposer qu'ils le seront.

Et nous pouvons citer pour conclure M. Claude Mondon : « Les insuffisances de la politique agricole commune, son échec relatif, ou son demi-succès, soulignent à l'envi qu'en 1972, dans les pays industrialisés, il n'y a pas de solution strictement agricole aux problèmes agricoles. Quelle que soit la qualité des solutions techniques inventées par les spécialistes, ces solutions techniques, même les plus raffinées, et la politique des marchés agricoles en est l'illustration la plus parfaite, ne peuvent compenser l'opposition politique, voire le manque de volonté politique. » Et l'auteur, européen convaincu, continue : « Cette prééminence du rôle du politique (1) ne peut que faire amèrement regretter que la France n'ait voulu voir dans le Traité de Rome, au moins jusqu'à la Conférence de La Haye, que les aspects techniques et ignorer l'esprit communautaire qui animait ses rédacteurs » (2).

Mais il faut constater que cet esprit communautaire n'existe plus, s'il a jamais existé, et qu'il est totalement étranger aux Britanniques. Il nous faut prendre acte de la mort de l'Europe des « européens », morte du contact avec la réalité économique et politique, et il ne reste plus, malgré les déclarations de M. Pompidou, qu'une vaste zone « atlantique » de libre échange. Toute tentative de résurrection d'un cadavre doit être abandonnée, et nous demandons à ceux qui viennent enfin de reconnaître l'existence du fait politique de reconnaître également que ce fait politique est avant tout national. Et à cette condition, nous pourrions faire de l'agriculture française autre chose qu'un musée pour touristes et qu'un secteur particulier de l'économie néo-capitaliste.

François MARTIN.

(1) Souligné dans le texte.

(2) *Le Monde diplomatique*, février 1972.

ERRATA

Deux fautes de transmission fâcheuses se sont glissées la semaine dernière dans la "N.A.F." :

— A la place de « l'ex-président syrien Choukeiry », il fallait lire « le leader palestinien Choukeiry ». Nous présentons toutes nos excuses à notre collaborateur Perceval.

— Tout le monde connaît et estime, tant au Palais que dans les milieux d'A.F., notre excellent ami M^e Alain Lemarchand. Ceci rend d'autant plus regrettable la confusion de prénom qui l'a fait assimiler (article d'Hervé Catta) à l'avocat-barbouze Pierre Lemarchand. Qu'il veuille bien, ainsi que son épouse, accepter nos très vives excuses.

Référendum ou canular atroce ?

A la Nouvelle Action Française, nous ne tirons aucun orgueil de ne pas naviguer dans les eaux référendaires. Simplement nous n'y naviguons pas. Le combat politique qui est le nôtre n'a rien à voir avec la course aux places et prébendes des partis démocratiques.

Il va donc sans dire, mais en ces temps de confusion il n'est peut-être pas inutile d'écrire que nous nous refusons à engager une mise quelconque dans le nouveau jeu de l'Urne et du hasard lancé par M. Pompidou voici quinze jours, jeu de requins plus féroces que jamais et avides de préparer au mieux les élections législatives, voire présidentielles.

Entendons-nous bien. Ce refus de participer signifie que nous dénonçons d'avance toute valeur à cette consultation truquée, mais nullement que nous refusons cette occasion de combattre qui nous est donnée. Tout au contraire, nous revendiquons l'honneur de dire et même de crier jusqu'à l'aube de ce dimanche d'avril que ce référendum constitue une double escroquerie et une atteinte à l'indépendance nationale.

Nous disons qu'il est scandaleux de faire semblant, un beau dimanche, de prendre le peuple français pour juge et pour expert d'un traité qu'il ignore, quand il ne s'agit en fait que de l'endormir, de le faire mieux ignorer — ou oublier — comment il est traité, c'est-à-dire brimé, tyrannisé, dans tous les détails de sa vie, dans ses habitudes quotidiennes, par une réglementation tracassière et bouffonne.

Nous disons qu'il est dérisoire quand les communes, les métiers, les régions étouffent et meurent sous la tutelle des préfets et sous la pape-rasse de scribes, de jouer encore la comédie de la souveraineté populaire, que cette imposture est excessive et que de moindres escroqueries mènent aux maisons centrales.

Les Français d'ailleurs ne sont pas dupes puisque, si l'on en croit un récent sondage, 43 % d'entre eux ne savent encore s'ils iront voter le 23 avril, et que 54 % voient dans le référendum une opération de politique intérieure.

Nous dénonçons justement la manœuvre qui consiste à utiliser la ratification d'une politique extérieure engageant nos intérêts nationaux les plus vitaux uniquement à des fins électorales. Il est scandaleux d'engager la France dans l'Europe élargie parce que ce geste embarrasse les socialistes qui sont européistes, mais ne veulent pas chagriner la fiancée communiste hostile au Marché Commun.

Quelle dérision ! Pour faire oublier les feuilles d'impôt ministérielles ou les scandales immobiliers, l'hôte de l'Élysée accepte que la mystique supra-nationale, cet alibi de toutes les démissions, soit revigorée, jette la France dans l'engrenage supra-national, aliène dangereusement une partie de sa liberté de manœuvre dans le concert des nations.

Nous refusons de nous considérer comme piégés ou embarrassés par le canular macabre du normalien Pompidou. Nous ne sommes pas déchirés entre une volonté peureuse d'ordre qui nous pousserait à dire oui et une peur malade qui nous écarterait de l'avenir et de l'Europe et nous inciterait au non. L'ordre n'existe pas en démocratie et ni la vie ni l'espoir n'est du côté de l'Europe qu'on nous présente. Ainsi nous refusons de mettre un atome de passion, un grain d'espoir dans la machine du référendum, mais puisque la foire est sur la place, nous en profiterons pour dire de plus en plus fort, de plus en plus haut, ce que nous avons à dire sur les procédures et les procédés de la démocratie et sur l'Europe qui semble en question.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons encore le texte de la question du 23 avril. Pourquoi se préoccuper d'y répondre déjà ? Mais nous pouvons déjà annoncer notre tactique d'Action Française. Elle consistera à choisir la forme de réponse qui pourra faire le plus de mal à la démocratie et à l'Europe des sans patrie, qui multiplierait par dix ou par cent sa virulence.

N.A.F.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

Entretien avec Jean Cassagneau

Le docteur Jean Cassagneau est né le 30 janvier 1921, dans une famille qui a donné plusieurs préfets à la III^e République. En 1942, il quitte les Chantiers de Jeunesse et franchit la frontière espagnole pour rejoindre la Première Armée française. Sous les ordres du général De Lattre, il participe au débarquement sur les côtes de Provence.

Ayant pris parti pour l'Algérie française, il est arrêté en 1962 et condamné à huit ans de réclusion criminelle pour avoir dirigé un réseau O.A.S. de Toulouse. Libéré en 1964, il exerce sa profession à Toulouse.

Rectificatif :

Contrairement à ce que nous avons annoncé il y a quinze jours, le docteur Cassagneau n'est pas professeur à la Faculté de Médecine de Toulouse. Qu'il veuille bien nous excuser de cette erreur.

N.A.F. — Fils et petit-fils de préfets républicains, vous êtes devenu un contre-révolutionnaire. Quelles ont été les causes de cette évolution ?

J. C. — Ces causes sont de deux ordres : Tout d'abord des causes personnelles ou philosophiques : je suis un catholique convaincu et en tant que tel j'ai compris très tôt l'opposition fondamentale de la Religion et du Monde.

Ponce Pilate est pour moi le personnage clef de cette opposition. D'une certaine manière, c'est le modèle de l'honnête homme de notre société : comme lui il est libéral, comme lui il est sceptique, comme lui il croit aux suffrages du peuple. C'est pourtant lui autant que les juifs fanatiques qui a crucifié Jésus. J'ai donc déclaré la guerre à Ponce Pilate ; plus tard j'ai découvert des penseurs comme Joseph de Maistre et René Guénon. Ainsi, contrairement à Maurras qui est devenu chrétien parce qu'il était contre-révolutionnaire, je suis devenu contre-révolutionnaire parce que j'étais chrétien.

Mon évolution politique s'explique aussi par des causes d'ordre historique. J'ai connu la fin de la III^e République dans la défaite de 1940, et il était impossible à l'adolescent que j'étais, mêlé étroitement aux affaires du pays du fait de la situation de mon père, de ne pas en tirer la leçon.

La défaite de 1940 m'a fait terriblement mal et, dès que j'ai été en âge de prendre les armes, j'ai voulu effacer cette défaite. J'ai donc traversé l'Espagne pour rejoindre l'Afrique du Nord et j'ai participé au débarquement de Provence avec la Première Armée. Mais dès la Libération, je me suis replié sur moi-même car je n'ai pas admis les règlements de compte de cette époque.

Plus je vais, plus je pense que rien de solide ne pourra être fait en France tant qu'on refusera de porter un jugement serein et équitable sur les événements de la période 1940-1945 et sur les hommes qui y ont participé.

Mon passé et mes convictions philosophiques, le fait que j'avais épousé une fille de colons de la Mitidja, m'ont fait rejoindre le combat pour l'Algérie française. J'ai été condamné à huit ans de réclusion criminelle

pour avoir dirigé un réseau O.A.S. de la région Midi-Pyrénées.

N.A.F. — L'école d'Action française insiste sur la nécessité de défendre la nation. On dit aujourd'hui ce nationalisme dépassé. Qu'en pensez-vous ?

J. C. — Nationaliste, comment ne le serait-on pas ? Devant les malheurs de notre nation, il y a deux attitudes possibles : la première consiste à vouloir faire disparaître ces malheurs, à vouloir refaire la France, la seconde à se désolidariser d'elle. J'ai toujours eu la première attitude et la plupart des Français aussi. Car le nationalisme représente un courant passionnel extrêmement puissant : tous ceux qui ont tenté de lutter contre ce courant ont été battus. L'idée géniale de Maurras a été de montrer que le nationalisme, qui était né en apparence avec la Révolution de 1789, constituait en fait une manifestation de l'ordre naturel, et qu'il était contre-révolutionnaire dans son essence. Comme je vous le disais, les gens qui se sont opposés à cette force ont été balayés, par exemple les gens de droite qui, en 1940, ont abandonné le nationalisme au profit de la lutte anti-bolchevique. Par contre, si la Résistance a réussi, c'est parce qu'elle a su reprendre à son compte une certaine forme de nationalisme. Pour moi donc, le nationalisme représente une force considérable, « sauvage », dont je ne suis plus sûr qu'elle soit entièrement bénéfique et que personne ne peut prétendre annexer définitivement.

N.A.F. — Dans l'exercice de votre métier, vous avez la réputation d'être un homme de progrès. Vous refusez cependant la tyrannie de la science. Comment conciliez-vous ces deux attitudes ?

J. C. — Nous sommes engagés dans une civilisation qui a progressé dans la connaissance et dans la domination d'un certain nombre de forces de la nature, aussi bien que dans la production de biens de consommation. On peut regretter que cette civilisation ait évolué de cette façon, on peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu que le progrès s'oriente différemment. Mais c'est ainsi. Nous sommes dans un train, nous pensons qu'il risque de nous conduire dans une mauvaise direction, mais la solution qui consiste à le faire dérailler en pleine vitesse me paraît absurde. La politique du pire reste la pire des politiques.

Il faut donc partir de ce qui est, tout en s'efforçant de faire triompher les principes de liberté et de respect de la personne humaine. Ce n'est pas impossible. Il ne faut pas oublier que le progrès technique évite souvent la peine physique du travailleur, et qu'il n'engendre pas automatiquement l'écrasement de l'homme. Il en est de même dans le domaine médical. Le fait que l'homme soit un peu plus maître de son destin qu'autrefois ouvre la voie à une extraordinaire liberté. Certes, l'être humain demeure soumis à la maladie et à la mort, mais ces contraintes sont moins agressives que dans le passé. Il y a donc un progrès relatif. Mais ce qui est grave, c'est que ce

progrès tend à être considéré comme un absolu par un certain nombre de nos contemporains. De telle sorte qu'ils en viennent à concevoir la mort non comme « destinée » mais comme « accident » !

N.A.F. — Cette « religion du progrès » est-elle le seul mal de notre siècle ?

J. C. — Non. Il existe actuellement un grand malaise au sein de notre société, dont les forces de cohésion sont en train de se désunir. Par exemple, les liens de famille deviennent des chaînes qui suscitent la contestation. De telle sorte qu'on peut se demander si la crise que nous traversons n'est pas une crise de l'homme avant d'être une crise politique.

Je ne parlerai pas de la famille en général, qui est un problème très complexe, mais je veux insister sur le problème des rapports entre l'homme et la femme.

Je fais partie des gens qui estiment que la révolte des femmes, qui veulent cesser d'être considérées comme un objet de plaisir d'abord, une machine à faire les enfants ensuite et une bonne à tout faire enfin, est légitime. La satisfaction, la bonne conscience de « mâles » (qui ne le sont pas toujours réellement), leur prétention à dominer, à quelque chose de révoltant. Il suffit de voir les qualités, l'intelligence que peuvent avoir certaines femmes quand elles ne sont pas encore domestiquées, et ce qu'elles deviennent lorsqu'elles ont laissé, en se mariant, toute espérance. Il y a des femmes qui s'accrochent de cette vie, en trichant, il en est d'autres qui se révoltent ouvertement. Pour moi cette révolte est légitime, car la conception — surtout méditerranéenne — de la femme esclave n'est pas dans l'ordre. Mais cette révolte doit avoir des limites : il ne faut pas qu'elle aboutisse à des sentiments contre nature.

N.A.F. — Vous pensez donc qu'aujourd'hui on meurt moins de faim que du manque de libertés. N'est-ce pas en luttant contre la « société de consommation » que l'on parviendra à reconquérir ces libertés ?

J. C. — Je pense surtout qu'on meurt du manque de considération. Les gens ont faim, moins de liberté que de considération. Ils ont le sentiment, malheureusement juste, qu'ils ne constituent qu'un rouage de la machine et ils souhaitent participer, ils veulent que leur travail serve à quelque chose. Ils veulent comprendre.

J'aime l'ordre, mais l'ordre, Maurras l'a écrit, c'est Antigone, ce n'est pas Créon... ni Ponce Pilate... J'en sais qui sont prêts à défendre Ducloux contre les gauchistes, ce sont les enfants de Thiers et du général de Gallifet. Hélas, bien souvent, la « contestation » ne recouvre qu'une ignorance déplorable, évoluant parallèlement à une puberté difficile. « On » veut tout casser parce qu'« on » regrette le sein de sa mère et qu'on a peur du monde tel qu'il est.

N.A.F. — Ne pensez-vous pas que, pour transformer la société dans le sens que vous souhaitez, il faut choisir entre la république et la monarchie ?

J. C. — Pour moi le choix est fait, j'ai choisi la monarchie. Mais c'est un choix

Réponse à Jean Cassagneau

Jean Cassagneau est nationaliste, son action passée le montre. Il est même nationaliste intégral puisqu'il conclut à la monarchie, qu'il souhaite antidémocratique, protectrice des libertés et résolument novatrice.

On ne s'étonnera guère d'entendre pareil langage dans la France de 1972 puisque le débat que nous menons depuis trois mois est la preuve que le dilemme République ou Monarchie peut être raisonnablement posé, puisque l'existence de la Nouvelle Action Française montre que des milliers de personnes professent ces idées.

L'étonnement sera peut-être provoqué par la personnalité de celui qui nous fait une telle réponse. Depuis la guerre, on avait coutume de se représenter les monarchistes comme les représentants aigris de groupes sociaux en voie de disparition, comme des hommes en dehors de la vie et remâchant leurs rancœurs, ne vivant que des haines recuites nées de nos guerres civiles successives. Homme de science, soldat des armées de la Libération, militant ayant payé de sa personne lors du drame algérien, Jean Cassagneau ne correspond pas au schéma que tracent nos adversaires. Il était bon d'insister quelque peu sur ce fait car la qualité des hommes qui défendent une doctrine n'est pas indifférente à son avenir.

C'est pourtant sur l'avenir que s'interroge Jean Cassagneau : si ses réponses sont claires et nettes quand à la crise de notre société et aux remèdes institutionnels qu'il convient d'y apporter, la question des moyens continue à se poser pour lui.

Sans doute esquisse-t-il une solution qui consisterait à opérer une série de restaurations partielles, dont la monarchie ne serait que le couronnement.

La thèse n'est pas nouvelle puisque, voici soixante-dix ans, Maurras la combattait déjà au nom du « politique d'abord ». Et les

difficile qui ne me paraît pas déboucher à court terme sur une tactique précise. La monarchie est le meilleur des gouvernements, mais je vois mal les moyens par lesquels elle pourrait être rétablie. Et certains de ces moyens me paraissent encore plus haïssables que la république.

Si la monarchie est le moins mauvais des régimes, elle ne porte pas en elle-même toutes les vertus, elle ne résout pas tous les problèmes. Je serais navré que l'on compromette la monarchie dans une mascarade. Je pense qu'on peut faire une res publica acceptable et, lorsque le moment sera venu, la couronner par une monarchie. Je préfère en effet une res publica qui défende les principes essentiels auxquels je tiens à une monarchie qui servirait de paravent à n'importe quelle bêtise sur le plan de l'organisation politique ou sociale. En somme, je préfère la république portugaise à la monarchie suédoise. De toute façon, il n'y a pas de bonne république, et surtout il n'y a pas de bonne démocratie. Si la monarchie devait être démocratique et démagogique, elle serait aussi néfaste que la république.

arguments que notre maître adressait à La Tour du Pin valent encore pour notre époque, les expériences réformistes successives n'ayant fait que les confirmer. Au niveau de l'Etat, trop de politiciens, de Déroulède à La Rocque, ont lutté pour la « république pure et dure » ou pour l'honneur et la propriété sans jamais parvenir à nettoyer les écuries démocratiques. Trop de politiciens, de Millerand à Tardieu, ont imaginé de réformer l'Etat sans jamais réussir à débarrasser le régime de ses tares. Même le général de Gaulle, dont certains attendaient beaucoup, n'y est pas parvenu : on s'en aperçoit chaque jour.

Au niveau du pays réel, combien d'hommes, combien de partis se sont efforcés de reconstruire tel ou tel pan du mur détruit : des dizaines de projets de décentralisation ont été élaborés depuis le début du siècle, des dizaines de projets de réforme sociale ont été imaginés sans que jamais ceux-ci se traduisent dans les faits. C'est que, comme le disait Maurras, « on ne construit pas une maison sous les bombes », ce qui signifie que tout projet de restauration partielle est vain tant que les institutions

démocratiques demeurent en place. Comme nous le montrions à Marcel Loichot, c'est la nature élective du régime qui condamne les efforts — même les plus intelligents — des hommes les plus décidés. L'histoire du syndicalisme est à cet égard significative : la volonté d'organisation du travail qu'il exprimait a été combattue par la république jusqu'à ce que le syndicalisme, antidémocratique par nature, accepte les règles du jeu en devenant réformiste et bureaucratique. Le résultat est éclatant : après un siècle de démocratie, la question sociale n'est toujours pas résolue tant le système est pesant, tant l'action syndicale démocratique est inefficace.

Ainsi, l'institution monarchique ne nous apparaît pas comme la charpente qui, s'appuyant sur des murs solides, vient couronner l'édifice, mais comme la base même de celui-ci. C'est le pouvoir politique qui opprime les communautés humaines ou qui leur permet de renaitre, c'est l'institution qui permet à la civilisation de s'épanouir ou qui enfante — comme c'est le cas aujourd'hui — une anti-civilisation. Tout sera à faire lorsque nous aurons ramené le Roi à Paris, mais rien ne pourra être fait sans lui.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

Une lettre de Michel Déon

*Cher Bertrand Renouvin,
Cher Gérard Leclerc,*

Merci de m'avoir si fidèlement fait tenir la "N.A.F." que j'ai maintenant plaisir à lire chaque semaine. Ce matin, j'y ai trouvé ma réponse et la vôtre. Vous avez été indulgents, l'un et l'autre, alors que je m'attendais à une volée de bâton vert, et vous dites des choses, me semble-t-il, fort justes, dont la principale est que, malgré mon dégoût et mon irritation, je n'ai pas perdu l'habitude de rêver à un système monarchique.

Mais les garçons de votre âge ignorent quelle cassure a été pour ma génération la déclaration d'indépendance du Prince et son attitude envers Maurras. Après l'excommunication, même levée, c'en était trop. L'A.F. a arraché l'idée monarchiste aux vieilles comtesses et aux colonels en retraite, pour nous la donner avec une doctrine d'une merveilleuse vitalité, ce dont vous êtes la preuve puis que vous relevez si courageusement le flambeau près de s'éteindre.

Je souhaiterais seulement que vous soyez moins catégoriques, surtout sur l'idée européenne. Les temps ont changé, les rapports de force ne sont plus les mêmes et beaucoup d'hommes de votre âge ont soif d'une fraternité plus large, plus généreuse, d'un monde dans lequel ils auront les coudes moins serrés. Vous direz que je ne suis qu'un romancier et vous aurez bien raison !

Je sais que vos moyens financiers sont limités et je ne veux pas abuser de votre générosité. Vous trouverez ci-joint un petit chèque pour un abonnement d'un an.

Merci de votre accueil et croyez-moi bien fidèlement vôtre,

Michel DÉON.

Communiqué

Le « Comité Historique des Traditions de la Monarchie Française », fondé sous la Haute Autorité de Monseigneur le Comte de Paris, chef de la Maison de France, pour maintenir, faire connaître et défendre les traditions de la Monarchie française, communique :

« A l'occasion du mariage à Madrid, le 8 mars 1972, du Prince espagnol Alphonse de Bourbon et Dampierre, ambassadeur d'Espagne en Suède, fils du Prince Jacques de Bourbon, duc de Ségovie, avec Maria del Carmen Martinez Bordiu et Franco, le marié a été qualifié de "duc de Bourbon" et son père de "duc d'Anjou", ce qui pourrait faire supposer que ces princes espagnols appartiennent à la Maison de France.

« Le Comité Historique des Traditions de la Monarchie Française rappelle que ces titres français sont exclusivement réservés à la Maison de France ; en aucun cas des Princes issus de Philippe V, roi d'Espagne, petit-fils de Louis XIV, ne peuvent les porter ou les revendiquer, n'ayant, depuis l'accession au trône d'Espagne de leur aïeul et ses renonciations enregistrées solennellement par le Parlement de Paris, aucun droit à la couronne de France ni aux titres en dépendant.

« Depuis 1705 et durant l'existence de la Monarchie française, aucun prince issu de Philippe V d'Espagne n'a porté de titre français ; de même, il n'appartient à aucun de ces princes d'arborer ou de conférer à quiconque l'Ordre du Saint-Esprit et les autres Ordres de la Couronne de France, ceux-ci demeurant en droit dans le patrimoine du seul Chef de la Maison de France. »

Le 20 mars 1972.

Notre contestation II. - Naissance et croissance du capitalisme

Lorsque nous nous en prenons au capitalisme, c'est évidemment au « isme » que nous en avons. Toute société, toute civilisation se fonde sur une capitalisation, sur une épargne. Il n'est pas question non plus de porter condamnation de la monnaie comme le font quelques hurluberlus désireux de revenir à l'âge paradisiaque du troc. C'est à tout autre chose que s'en prenait l'auteur de *L'Avenir de l'Intelligence* lorsqu'il dénonçait l'Or et l'Argent. Le « règne de la force brute », celui qui étouffe l'intelligence, l'art, qui méprise l'homme en général et ce qui donne son véritable prix à la vie, c'est ce règne-là que nous dénonçons dans ce « isme » qui signifie la primauté donnée à quelque chose qui doit demeurer dans un état de subordination absolue, garder la qualité d'un moyen au service de fins qui ne sont pas de son ordre. C'est pourquoi le marxisme est étranger à toute dénonciation du capitalisme.

Esquiver la moindre critique du capitalisme aujourd'hui revient pour beaucoup à une reconnaissance implicite de la valeur de l'analyse marxiste. Comme si Marx avait eu l'exclusivité ou même la priorité en ce domaine ! Il serait tout de même temps que les prétendus adversaires de Marx se libèrent de leurs complexes à son égard et sans lui refuser ce qui peut être juste dans certaines analyses voient clairement ses déficiences et ses erreurs. Laissons de côté la pensée philosophique, pour ne garder que l'étude du capitalisme. On a vite fait de s'apercevoir que derrière une analyse « structurale » du phénomène, l'explication du dynamisme, du pourquoi, indispensable pour définir l'essence du capitalisme, est radicalement absente.

Le livre de Jean Baechler sur « Les origines du capitalisme » (1) en apporte une démonstration extrêmement pertinente. Bien que nous trouvions en désaccord assez radical avec la plupart de ses opinions sur le fond, nous ne pouvons qu'acquiescer lorsqu'il remarque que faute d'avoir expliqué le dynamisme extraordinaire de l'expansion économique dans les pays occidentaux par des éléments proprement historiques, le marxisme se condamnait à une pseudo-explication métaphysique, et à la religion de l'évolution. Ne voulant reconnaître que des facteurs « économiques », il se vouait à une analyse tautologique, faisant sortir le même du même, et se refusant le recours à d'autres facteurs hétérogènes qui seuls pouvaient fournir à l'histoire son intelligibilité.

Ainsi, il est proprement insoutenable pour un historien sérieux de faire correspondre la féodalité à un mode de production. L'anarchie féodale ne s'explique que par la dissolution de l'unité de l'empire romain. L'émiettement du pouvoir n'a de causes que politiques. La société du haut Moyen Age s'appuie sur deux fondements : ce pouvoir féodal militaire auprès duquel on cherche protection contre les exactions des envahisseurs et l'unité de foi qui constitue un lien extrêmement solide prolongeant l'unité politique perdue avec la chute de la Rome impériale.

C'est dans ce contexte féodal et religieux que va naître au XI^e siècle le mouvement communal. La commune médiévale, à l'encontre de la cité grecque orientée vers la guerre, est orientée vers le commerce. Avec elle, apparaît le bourgeois qui est l'habitant de la ville et qui sera l'agent essentiel de la promotion économique.

Nous ne suivons pas Baechler lorsqu'il prétend qu'au sein du Moyen Age, le bourgeois apparaît comme un étranger, qui de par sa mentalité devait inmanquablement se couper des autres éléments et surtout des valeurs proprement médiévales. L'activité économique certes ne recouvre pas le tout de la société où d'autres ordres contribuent à la vie sociale. Mais existe-t-il vraiment un lien rigide de causalité entre l'expansion économique et l'abandon de la civilisation proprement religieuse du Moyen Age ?

La thèse de Baechler veut que l'expansion économique exigeait que tout lui soit sacrifié. Ainsi il fallait que le rationalisme dissolue la religion pour que soient récupérées toutes les énergies au service du profit et de l'esprit d'entreprise. Nul doute que le XIX^e siècle n'est compréhensible que par l'esprit mercantile, la religion du profit, l'anéantissement des vertus médiévales. Mais ce qui nous semble contestable, c'est d'ériger le fait en droit, d'affirmer que l'expansion économique n'était possible que grâce au triomphe de l'esprit mercantile.

Une telle affirmation montre bien comment libéraux et marxistes sont frères ennemis et participent d'une même philosophie, d'une même conception matérialiste de l'homme réduit à sa dimension d'être de besoin. Marx, dont les affinités avec le matérialisme s'étaient affirmées très tôt, se retrouvait naturellement à son aise avec les libéraux dont il partageait au fond toutes les conceptions, toute la weltanschauung. C'est la plus belle preuve du triomphe du capitalisme que son « adversaire » ait été acquis à son esprit !

Ceci nous permet en revanche d'affirmer notre propre position. Nous pensons que l'esprit d'entreprise est la qualité essentielle du bourgeois, et que cette qualité se comprend dans le contexte d'une civilisation naturellement ouverte sur le progrès de par sa conception dynamique du temps. Mais cet esprit d'entreprise peut très bien se concevoir à l'intérieur d'une cité où les valeurs de civilisations ne soient pas uniquement mercantiles, où un ordre politique et social assure la protection de tous et règle la production. Il est vrai que le triomphe du capitalisme est passé par le triomphe du rationalisme, la destruction de l'ordre social au profit de la jungle et enfin par la révolution politique qui a remplacé la monarchie par le pouvoir de l'Or. Seulement il n'y avait dans tout cela aucune fatalité. Et la question essentielle consiste pour nous à faire rentrer l'expansion dans un cadre de civilisation qui lui donne finalité, règles, et rétablisse l'autonomie du politique. A ce prix, et à ce prix seulement, on pourra venir à bout des incohérences actuelles et de la guerre civile larvée dont

les événements récents n'ont été que la manifestation.

Nous n'ignorons pas que le capitalisme n'est plus exactement celui du XIX^e siècle, que sa structure a changé. Mais la civilisation, dans son essence, a-t-elle changé ? Nous ne le pensons pas. L'offensive européenne nous oblige à interrompre nos analyses pour en apporter la démonstration. Mais l'europeïsme n'est-il pas lui-même une des pires expressions du capitalisme ?

Gérard LECLERC.

(1) Jean Baechler : *Les origines du capitalisme*, collection Idées.

C'est avec émotion que j'ai suivi les événements graves qui ont dressé contre l'Etat et la politique du gouvernement les étudiants de Paris puis ceux de la province bientôt suivis par le monde des travailleurs.

La signification profonde de ces révoltes est le refus d'une société qui se décompose et qui n'est plus vraiment acceptée que par ceux-là qui ont su maintenir leurs privilèges, ou qui comptent encore y trouver d'égoïstes satisfactions.

Je ne méconnaissais pas les aspects anarchistes, voire nihilistes de ce soulèvement : loin de lui enlever sa valeur alarmante, ils révèlent dans toute son étendue l'extrême décomposition de ce que certains appellent toujours l'ordre social...

Il n'est pas plus rassurant de constater une semblable dégradation ailleurs que chez nous : ni le travaillisme britannique, ni l'union des partis en Allemagne ne l'ont arrêtée et n'ont pu conjurer les effets d'un mal qu'on observe partout, sans vouloir en reconnaître les causes.

La reconstitution de notre société sur des bases nouvelles n'est plus un rêve idéologique, c'est une nécessité historique. S'acharner à sauver ce qui ne peut plus l'être, confondre le bien d'une minorité avec l'intérêt national est une politique qui n'appelle aucune espérance...

Les habiletés illusoire, le conservatisme aveugle n'ont eu jusqu'ici pour effet que d'exposer l'autorité du président de la République en même temps que d'amoindrir la portée populaire du régime. Cela est d'ailleurs d'une grande signification et prouverait, si c'était encore nécessaire, que l'intérêt de la France ne peut se rencontrer durablement avec celui d'un parti.

L'insurrection des jeunes, la détermination ouvrière nous font une obligation de rechercher objectivement les valeurs réelles qui doivent commander l'orientation à donner au pays.

HENRI, comte de Paris.

(Lettre écrite
au Général de Gaulle
en mai 1968.)

3^e Colloque Maurras

Faisant suite à ceux de décembre 1968 (*Maurras et la vie française sous la III^e République*) et de Pâques 1970 (*Tendances et perspectives des études maurrassiennes*), ce troisième colloque marque l'institution de rencontres périodiques consacrées aux recherches sur la pensée maurrassienne et l'histoire de l'Action française.

En cette année du vingtième anniversaire de la mort de Maurras, la création à Aix du Centre Charles-Maurras, destiné à faciliter toutes les investigations scientifiques, apporte la certitude qu'une histoire jusque-là polémique retourne enfin au champ normal de la connaissance objective. Que M. le Colonel Rémy ait accepté de présider ces journées d'étude en délivre le meilleur témoignage.

INSCRIPTION :

Nous prions tous les militants de la N.A.F. qui participeront aux travaux du colloque de nous écrire. Nous leur ferons parvenir l'ensemble des renseignements sur ce colloque.

ORGANISATION :

Toutes les séances auront lieu à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, 25, rue Gaston-de-Saporta.

DATES :

4, 5 et 6 avril 1972.

Parmi les 21 communications, nous avons plus particulièrement retenu :

4 avril :

— 15 heures, Victor N'Guyen : Les Contes du Chemin de Paradis, « Ontologie et Politique ».

— 15 h 45, Thomas Molnar : Maurras et la politique épistémologique.

5 avril :

— 9 h 15, Pierre Debray : Raison et déraison chez Maurras.

— 15 h 15, Louis Trénard : Le dilemme de Marc Sangnier.

6 avril :

— 14 h 15, W. Keylor : Clio et le Roi : Jacques Bainville et la doctrine historique de l'Action française.

— 16 h 30, M^{lle} Th. Charles-Valier : L'influence de la pensée maurrassienne sur le nationalisme algérien.

Nous sommes heureux d'annoncer ce troisième colloque et encourageons tous nos lecteurs à suivre ses travaux en y participant.

Le mouvement royaliste

ALPES-MARITIMES :

M. Kervignac, 27, rue Aurélienne, 06 - Cannes - La Bocca.

ARDENNES :

J.-P. Helluy, 34, rue Porte-de-Bourgogne, 08 - Charleville-Mézières.

AUBE :

J.-M. Pérez, 21, boulevard Danton, 10 - Troyes.

BOUCHES-DU-RHÔNE :

Aix-en-Provence : Permanence tous les jours de 13 h 30 à 18 heures, 14, rue du Bon-Pasteur.

Marseille : Jacques de Cremiers, chez M^{me} Peslouan, Le Corbusier 701, 13 - Marseille (8^e).

CHARENTE :

Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Louvel.

BRETAGNE :

Rennes : Permanence étudiante le jeudi à 17 heures, permanence adulte le premier samedi de chaque mois à 17 h 30, au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche).

Brest : M. Yvon Pen, 63 bis, rue de Lyon.

Dinan : Jean de Monneron, Bel-Air, Aulenc.

Nantes : M^{lle} Cécile Hervouet, 1, place Graslin.

HAUTE-GARONNE et départements limitro-

phes : Philippe Ricalens, Le Colombier, 09 - Saint-Lizier.

GIRONDE :

J.-J. Boisserrolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux-01. Le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, 44, rue des Remparts (3^e étage).

INDRE-ET-LOIRE :

Permanence : chaque mercredi au Café de l'Univers (2^e étage), 17 heures, à Tours. 30 et 31 mars : Séminaire de Formation Doctrinale organisé par la Fédération d'Indre-et-Loire. Ecrire : N.A.F., B.P. 49, 37 - Rives-du-Cher.

ISÈRE et départements limitrophes :

Tous les vendredis à 18 heures, au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

LOIRET :

Guy Lemaigren, 12, rue Eudoxe-Marcille, 45 - Orléans.

MARNE :

Noël Noizet, 8, rue Thiers, 51 - Reims.

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE

La semaine prochaine
la réponse du
Bâtonnier LUSSAN

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF. Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Le Marais défiguré. Telle est la première conséquence qui apparaîtra lorsque la décision personnelle du président de la République aura été suivie d'exécution. Beaubourg en effet est en grande partie son œuvre. Mais en partie seulement, car la lâcheté des uns et la malhonnêteté des autres l'y auront considérablement aidé.

De quoi s'agit-il au fait? Tout simplement de la construction, sur le plateau Beaubourg, d'un centre d'art contemporain qui, selon le vœu pompidolien, doit être à la fois suffisamment vaste pour abriter les diverses formes et les nombreux amateurs de cet art et aussi de conception totalement révolutionnaire pour que l'art en question puisse s'exprimer en totale liberté sans aucune contrainte liée au site ou à la variété des goûts du public. En bref, un foyer expérimental géant où toutes les audaces seront encouragées sur l'initiative des Pouvoirs publics.

Paris recevra donc ainsi la maxi-maison de la Culture dont la ville était restée frustrée jusqu'à présent par rapport à une province où depuis plusieurs années déjà l'art d'avant-garde a reçu une consécration officielle. Ceci en soi n'a rien de scandaleux, bien au contraire, et on ne pourrait que se réjouir des efforts tentés en faveur d'une meilleure diffusion de la culture, d'une plus large expression de la création artistique. A condition bien sûr qu'une telle politique soit exempte de démagogie et cherche à promouvoir l'art véritable dans toutes ses formes. Ce n'est pas le cas de Beaubourg.

LA DÉMAGOGIE A LA CULTURE

La construction en plein cœur du Marais d'un bâtiment d'une architecture indéfinie est un outrage au pittoresque harmonieux d'un site déjà bien dégradé. Beaubourg construit, à quoi bon consacrer du temps et de l'argent à la sauvegarde des hôtels du Marais. Autant les laisser pourrir, ou même les détruire sans délai puisqu'en face de Beaubourg ils n'en paraîtront que plus laids. Après tout, n'est-ce pas le secret espoir des « esthètes » progressistes dont M. Pierre Branche, du « Monde », s'est fait récemment l'écho: « Profitons de Beaubourg pour rénover la rue Saint-Mar-

tin dans le style du centre culturel. » A défaut de restauration des édifices historiques ou d'amélioration d'une voie de circulation, les Parisiens trouveront peut-être un ensemble linéaire futuriste. Pourquoi d'ailleurs ne pas raser la rue purement et simplement, au point où on en est?

Une vaste conspiration du silence s'organise autour du projet. Tous les conservateurs, sans défection aucune, s'en désintéressent totalement. Du moment que Beaubourg n'est pas construit dans les 16^e, 17^e, 8^e et 7^e arrondissements, ou à Neuilly, c'est tout ce qu'ils demandent. Le changement d'une plaque de métro et d'un arrêt d'autobus en bordure de l'Arc de Triomphe les passionnait. Mais c'était leur domaine réservé. D'ailleurs, lorsque l'art est mis en concurrence avec les réalisations immobilières, il n'y a plus d'hésitation possible. Qu'on pense seulement à la disparition récente du palais de marbre rose de Boni de Castellane ou encore à la destruction massive d'hôtels du XVIII^e siècle dans les 7^e et 8^e arrondissements qui se poursuit activement.

HEUREUX GAUCHISTES

Et les gauchistes? Prompts à dénoncer tous les scandales immobiliers, les atteintes à la qualité de la vie, l'engorgement de la capitale, etc., ils restent désespérément muets sur Beaubourg. Ou plutôt non, intérieurement ils s'en félicitent. Beaubourg, c'est pour eux le cadeau du régime en échange de la démolition des pavillons de Baltard. Le départ des Halles à Rungis, s'il avait entraîné la mort d'un million de rats, n'aurait pas encore pu s'accompagner de l'opération indispensable de salubrité désormais possible; en occupant les pavillons, les artistes gauchistes avaient interdit provisoirement l'assainissement du quartier. Qu'à cela ne tienne, Pompidou leur offre Beaubourg, généreusement payé sur le budget de l'Etat, en contrepartie d'ailleurs de l'abandon de la plupart des opérations de restauration des monuments historiques. Du coup, la campagne contre la mort des Halles s'arrête, les pavillons n'intéressent plus personne. A la limite, Pompidou méritait bien une statue. Les gauchistes peuvent difficilement la lui offrir.

Le tour est désormais joué. Pas d'opposants, comme pour le vote de la loi Edgar Faure. On dressera le bilan ensuite et on fera le compte du désastre lorsqu'il ne pourra plus y être remédié. Ici fut le Marais pourra-t-on écrire. Car enfin, créer en plein cœur de Paris un ensemble qui attirera des dizaines de milliers de personnes, n'est-ce pas instituer une prime exceptionnelle à l'engorgement des quartiers centraux? Quand toutes les gares auront été reliées au Châtelet grâce à une vigoureuse politique de transports en commun, Beaubourg bénéficiera d'une desserte exceptionnelle. La boucle sera achevée. Félicitons-nous, le centre de Paris risquait de manquer d'activités!

LA VACHE SACRÉE POMPIDOLIENNE

Crime contre Paris, crime contre l'art véritable et bien compris qui sait respecter un environnement façonné par une évolution harmonieuse, crime contre la France que l'on défigure, Beaubourg n'est pas, hélas, un cas isolé. A Vitteaux (Côte-d'Or), le marché du XV^e siècle a été sauvé d'extrême justesse voici quelques années. A Rouen, le monument destiné à commémorer Jeanne d'Arc s'inspire de la même conception que celle qui préside à la réalisation de Beaubourg: faire choc, provoquer un bouleversement artistique révolutionnaire. A Martignes enfin, la tribune géante d'un stade (1) vient border le Canal de Caen et ajouter au chemin de Paradis la vision du progrès symbolisée par un mur de béton de 20 mètres de hauteur. Si Charles Maurras vivait encore, y survivrait-il? On peut se le demander.

Comme l'Inde a ses vaches sacrées, la France a ses tabous. La laideur n'existe plus lorsque ceux-ci sont en cause. Tous, révolutionnaires, gauchistes ou conservateurs sont complices de la mort de l'art, de la mesure et de l'harmonie lorsque leurs intérêts particuliers les plus mesquins sont en jeu. Cela n'est pas pour nous étonner. Nous le savons et nous le dénoncerons chaque fois qu'il le faudra.

Jacques DELCOUR.

(1) Stade municipal, objet de gloire pour la municipalité communiste qui l'affiche urbi et orbi.

La guerre d'Algérie

Dix ans après les accords d'Evian, Yves Courrière et Philippe Monnier ont tenté de faire le point sur un drame encore frais dans les mémoires. Sans cacher leurs sympathies pour les révolutionnaires algériens, ces deux cinéastes-journalistes n'en ont pas moins fait un effort pour tenter de survoler à peu près honnêtement une période aussi complexe. Bien sûr, ils commettent d'éternels « oublis » comme l'affaire Si Salah, la découverte des charniers ou les tortures infligées à leurs « ennemis » par les membres de l'Armée de Libération Nationale. Mais ce panorama de l'affaire algérienne a du moins le mérite de faire éclater au grand jour la responsabilité du général de Gaulle. Entendre à dix minutes d'intervalle le « Je vous ai compris » de

1958 et l'annonce du référendum d'autodétermination de 1959, voilà qui ne pardonne pas! Quant à la déclaration de cessez-le-feu au moment où les troupes métropolitaines avaient pratiquement jugulé la rébellion, elle fait singulièrement ressortir la trahison politique d'un gouvernement qui ne veut pas reconnaître son erreur, fût-ce au prix d'une province.

Que ce soit involontaire ou prémédité, le récit des événements met en lumière des éléments importants: les pieds noirs ont été « floués », c'est le terme employé, par les gaullistes au moment du 13 mai et leur réaction n'est pas celle de quelques colons, mais bien une lutte du peuple tout entier; les métropolitains ont moralement abandonné les européens d'Algérie lorsque le contingent est intervenu, oubliant que ceux-ci et les Arabes

étaient venus se battre pour eux pendant la dernière guerre; enfin, le classique enseignement démocratique français s'est retourné contre un régime incapable de garder dans sa communauté ceux à qui il a prêché la révolte après en avoir fait une nation.

De ces deux heures quarante de projection on ne peut garder qu'une impression très pénible, et l'on est en droit de se demander s'il est utile de reparler d'événements aussi graves alors qu'ils ne sont pas encore entrés dans l'Histoire. Pourquoi ressasser en permanence des thèmes qui nous divisent et qui nous rappellent combien une union européenne semble utopique? Au moment où l'on doit plus que jamais lutter pour refaire de la France un pays réellement prospère, cela ne semble pas particulièrement de mise.

Dominique PAOLI.